

Police, Justice : sous Macron, ces deux mamelles puent la mort



La police, la Justice, ces deux mamelles d'une société qui sont essentielles pour que vivent des hommes, des femmes, des citoyens ensemble dans le même respect commun de chacun.

Une fois que l'on a dit ces évidences qui nous vont bien, reste à les mettre en place.

Ce semblant existait autrefois. Nos anciens craignaient la police et les décisions de justice. Tous, nous étions cadrés sans même le savoir, par une certaine morale civique, une certaine éducation acceptée par les parents et donnée aux enfants. Cela s'est doucement évaporé durant les dernières décennies en France.

Au nom de la « *liberté* » , des « *droits de l'homme et de*

l'enfant« . La gifle est devenue criminelle, l'insulte naturelle, l'irrespect envers le prof, la police, la justice, justifié voire magnifié, et nous vivons désormais dans une société à la manière du stade de France, où la réalité est déniée, et où les autorités mentent.

Police, Justice : certes, rien ne peut être parfait. Rien n'est véritablement juste parce que justement, nous vivons dans une société humaine. À moins de vouloir confier notre avenir policier et judiciaire à des robots sans âme, sans émotion, et d'accepter de vivre dans une société rigide et aseptisée.

Ce n'est pas d'hier que nous vivons dans un monde injuste à bien des égards.

Victor Hugo, qui fut un immense écrivain, un poète gigantesque que nous pouvons admirer sur bien des points, fut un personnage politique injuste et médiocre. Qui se souvient de ses applaudissements lors du massacre du peuple par Cavaignac le 15 juin 1848 alors qu'il était le maire du 8^e arrondissement de Paris. Il y eut 5 000 morts, 11 000 arrestations. Cela ne l'a pas empêché de se faire élire député l'année suivante.

On peut donc tout à fait être un génie littéraire, et un nabot, un terrible salaud en même temps. C'est ce Victor Hugo qui, dans les « *Choses vues* », affirma en 1851 que sous le gouvernement de Louis Napoléon Bonaparte, « *La police partout, la Justice nulle part.* »

Vous pouvez constater que la haine des gauchistes remonte à très loin.

Depuis, les idées gauchistes ont fait du chemin. Elles ont imbibé toutes les strates de la société au nom de la liberté, bien sûr, pas de la dictature, de l'homme socialiste nouveau. C'est au nom des « droits de l'homme » que la police est réduite à ne faire que de la présence et

surtout pas d'action sous peine de se faire envoyer en garde à vue, en prison, par des juges boursouflés de certitudes « droits-de-l'hommistes », et à tous les niveaux, y compris au Conseil d'État et à la Cour constitutionnelle.

La police est condamnée à arrêter des multirécidivistes.

Ceux-là mêmes qui sortent des commissariats en faisant des doigt d'honneur en passant. Pourquoi s'en priveraient-ils puisque ce qui nous sert de Président les a vécus lorsque, tout ravi, il tripotait de « braves jeunes multirécidivistes » lors d'un voyage aux Antilles ?

Pourquoi s'en priveraient-ils puisque grâce aux électeurs lobotomisés abstentionnistes, il a été reconduit comme président de la République.

Tous les Français s'accordent et comprennent bien que si la police est et reste une nécessité, tout imparfaite qu'elle soit, la justice est, par contre, devenue une plaie purulente de notre société.

- Être policier relève du sacrifice pour l'immense majorité des policiers ;
- Être « gardien de la paix » relève d'un certain masochisme.

Vouloir entrer dans ce métier ne peut qu'assurer des déceptions fortes, des rancunes, des envies de violence et pour certains, des envies de suicide. J'imagine, pour avoir un temps fait partie d'un corps de contrôle, les plaisirs d'être en équipe, les fous rires, et l'adrénaline lors des actions. Mais j'ai aussi connu les retours de flamme, les tentatives de vous mettre sur le dos les loupés, l'action qui tourne mal. C'est la descente dans le petit enfer administratif. Ce n'est rien par rapport au policier qui défend son collègue, défend sa vie et qui se retrouve en garde à vue grâce à un juge syndicalisé qui doute, par éducation gauchiste, par formation judiciaire, de la parole

d'un policier. Le délinquant est innocent par définition, le policier est coupable.

Les Français vivent une monstruosité.

Ils font face à des injustices criantes, des meurtres en permanence excusés, ou psychiatisés, des vols passés sous silence, une violence pardonnée parce qu'elle serait une réponse du pauvre « *des cités populaires* », entendez par cela, des zones de non-droit islamisées.

À cela s'ajoute la vision effrayante pour ceux qui ont des yeux, des oreilles, l'évidence du Grand Remplacement par une nouvelle population qui ne parle pas le français, ne le lit pas, refuse de comprendre le pays d'accueil, et surtout n'accepte pas les us et coutumes d'un pays qu'elle a rejoint volontairement. La gauche appelle cela « la liberté de la différence ».

Il suffit de prendre les transports en commun. Il suffit de prendre le RER-B à Roissy pour que le visiteur, si ce n'est le touriste, se demande s'il ne s'est pas trompé de pays.

Police, Justice : ces deux mamelles sentent mauvais. Elles puent la mort. Elles sentent la décomposition d'un pays. Elles sentent le Paris de la Chapelle du crack, les bas-fonds de la cocaïne, les poubelles du *shit* de certains quartiers de Marseille, ceux de Toulouse, et de Lyon, et d'ailleurs.

Il faut vraiment que les abstentionnistes qui se disent éclairés, les malheureux, soient véritablement handicapés des sens pour n'avoir rien senti à la pêche, rien vus sur leurs canapés, rien entendu durant leurs balades en forêt.

La France crie pourtant au secours.

Gérard Brazon